

ANNABA

Le Golfe renoue avec la harga

Le golfe de Annaba renoue ces derniers jours avec les départs massifs de jeunes à la recherche de l’eldorado rêvé sur les côtes nord de la Méditerranée, au péril de leur vie.

Ces jeunes prennent généralement leur départ de la plage d’échouage de Sidi Salem, dans le golfe de Annaba, qui va de Cap de garde à l’ouest de la ville jusqu’à la plage de Draouche, dans la wilaya d’El Tarf.

Si les gardes-côtes de Annaba ont réussi durant le week-end dernier à endiguer les tentatives d’émigration clandestine de près d’une cinquantaine de jeunes, dont trois mineurs, ceux qui ont pu atteindre la rive sud de

l’Europe, principalement les côtes sardes, représenteraient au moins le double, selon les parents de ces jeunes. Une fois débarqués sur l’île de Sardaigne, ces derniers ont tenu à rassurer leurs proches habitant notamment Annaba mais également d’autres villes de l’est voire même, pour quelques-uns, du centre et de l’ouest du pays, indique la même source.

Ces candidats à l’aventure ont pris la mer quelques instants avant minuit dans la nuit

du 31 décembre 2011 (soirée de la Saint Sylvestre) dans des barques artisanales avec des moteurs puissants. Ils ont choisi cette date pour échapper à la surveillance des gardes-côtes, notamment italiens, dont la vigilance diminue en pareilles occasions festives.

L’autre fait inquiétant que rapporte l’un des amis de cinq jeunes de la cité Saf Saf de Annaba a trait à leur disparition depuis ces cinq jours. Ils n’ont plus donné signe de vie depuis près d’une semaine. Seraient-ils, eux aussi, arrivés sur les plages de l’île italienne sans toutefois pouvoir informer leurs parents. Vivant une grande inquiétude, ces derniers prient

pour que leurs enfants soient sains et saufs. Ils sont en attente du moindre signe qui les délivrera de cette angoisse permanente. Leur espoir est que leurs enfants aient pu dérivés et être entraînés par les courants vers une plage de Tunisie, comme ce fut le cas il y a plus d’une année où l’embarcation dans laquelle était entassée plus d’une vingtaine de jeunes Algériens a été rejetée par la mer en furie sur les côtes de Bizerte.

Jetés en prison sans ménagement par la sécurité de ce pays, gouverné encore à l’époque par Ben Ali, ils n’ont dû leur libération qu’aux tractations des autorités algériennes

et le va-et-vient entre Annaba et Tunis de leurs parents.

Les sbires de Ben Ali ont consenti finalement à les libérer mais au poste de Sakiet Sidi Youcef, frontalier de celui de Heddada, dans la wilaya de Souk-Ahras, à plus de 130 kilomètres de Annaba leur ville d’origine.

Dans l’hypothèse de l’échouage sur une plage tunisienne des cinq jeunes disparus récemment, leurs proches sont confiants quant à leur retour, et ce, à la faveur du changement de régime dans ce pays ayant vécu des décennies durant, dans une grande peur du gendarme.

A. Bouacha

M’SILA

Les travailleurs communaux en grève à partir d’aujourd’hui

A l’instar des mouvements de protestation ayant touché plusieurs secteurs dans la wilaya, le conseil de la commune de M’sila affilié au syndicat autonome du personnel de l’administration publique (Snapap) a déposé un préavis de grève pour une durée illimitée à partir d’aujourd’hui, lundi 16 janvier.

Selon le secrétaire de la section syndicale, B. A. Kefsi, les fonctionnaires réclament plusieurs points d’ordre socio-professionnels, tels que le retard enregistré dans la perception de la paie du mois de janvier. D’habitude, les fonctionnaires de la commune touchent leur paie au plus tard le 8 de chaque mois, comme ils demandent le virement de la prime de rendement trimestrielle pour les travailleurs des corps communs et semestrielle pour les fonctionnaires à plein temps. Cette prime devrait être

associée à une indemnité de 25%, plus les promotions et autres arriérés avec effet rétroactif, selon le statut particulier. Les travailleurs n’ont pas touché jusqu’à ce jour la prime de scolarité, ni celle de la tenue vestimentaire d’habitude remise chaque mois de septembre. Le syndicat revendique aussi un quota de postes

d’emploi en donnant la priorité aux contractuels qui ont déjà occupé le poste depuis plusieurs années. D’ailleurs ce groupe de travailleurs n’a pas touché sa paie depuis 12 mois. Les syndicalistes soulèvent la lenteur des procédures de promotion dans les différents postes et réclament leur fiche de paie. En atten-

BOUIRA

Des trafiquants de documents administratifs arrêtés

Une bande de trafiquants de documents administratifs composée de trois personnes dont un fonctionnaire de la daïra a été démantelée mercredi dernier, à Sour-El-Ghozlane, commune et daïra située à 30 km au sud-ouest de Bouira.

D’après nos sources, l’enquête a été déclenchée à partir d’Alger après la découverte par la police, lors d’un

contrôle routinier d’un usager de la route, d’un permis de conduire falsifié et établi au niveau de la daïra de Sour-El-Ghozlane. A partir de là, les enquêteurs ont remonté la piste jusqu’à l’auteur de ce trafic de documents officiels.

Lors de la perquisition au domicile de ce fonctionnaire, les enquêteurs ont découvert, outre un matériel informatique sophistiqué, des documents vierges dont des permis de conduire,

dant la satisfaction de leurs revendications, le chef-lieu de la wilaya verra sûrement la fermeture des guichets de l’état civil devant la forte demande des documents officiels, et sans doute, le débrayage des éboueurs plongera la ville dans une insalubrité totale.

A. Laïdi

des cartes grises, des passeports, etc. Il n’a pas tardé à reconnaître les faits retenus contre lui et a même fini par balancer les noms de ses deux complices, qui travaillaient avec lui dans la délivrance de vrais-faux documents administratifs moyennant des sommes importantes d’argent. Les trois mis en cause seront déferés devant le procureur de Sour-El-Ghozlane.

Y. Y.

L’AMC : une entreprise citoyenne performante qui fabrique des produits de qualité

Dans votre édition du 14 janvier 2012, vous avez publié un article diffamatoire à l’endroit d’une entreprise publique respectable, citoyenne et performante sans prendre la mesure élémentaire, à savoir nous contacter pour connaître au préalable notre position et vous permettre de publier votre article en bonne connaissance de la réalité. Ainsi, en vertu des droits élémentaires qui nous sont légalement reconnus, nous avons l’honneur de vous demander de publier notre mise au point aux mêmes surfaces que celles qui ont été utilisées pour la diffamer.

L’auteur de la diffamation

En dehors du journaliste, il y a lieu de noter que les différents écrits diffamatoires diffusés tous azimuts sont l’œuvre d’une seule personne dont le nom est cité au sein de l’article. Il est faux de tenter d’impliquer de façon globale d’autres cadres, ces derniers connaissant parfaitement leur entreprise ont œuvré et œuvrent sans exclusive à son essor. Quant à l’agent cité nommément comme étant à l’origine de cette calomnieuse dénonciation, il a occupé les responsabilités suivantes :

- Secrétaire général du syndicat pendant plusieurs années jusqu’à ce que l’UGTA/UT décide de geler ses activités puis de l’exclure de ses rangs pour divers motifs qui leur sont propres.

- Président du comité de participation de l’entreprise et il a été désigné par ses pairs en tant qu’administrateur de droit de 2006 jusqu’à la mi-2009. Son mandat a pris fin sur décision autonome du comité de participation notifiée à la direction générale de l’entreprise qui en a pris acte. Comme cela est stipulé par la loi portant code de commerce, en dehors des actionnaires, le conseil d’administration est l’autorité suprême de l’entreprise à laquelle rend compte la direction générale. Le conseil d’administration est investi des pouvoirs les plus étendus en dehors de ceux dévolus aux assemblées générales des actionnaires. En tant qu’administrateur ayant siégé de façon régulière pendant plusieurs années à toutes les réunions du conseil d’administration, l’intéressé n’a jamais fait part d’une quelconque réserve ou soulevé un quelconque problème. Il a reçu tous les rapports d’activité, bilans, rapports d’audit et de gestion au même titre puisqu’il cite ce qu’il qualifie d’importation frauduleuse et de fabrication de produits dangereux, la règle élémentaire

re voudrait qu’il en informe formellement les membres du conseil d’administration. D’ailleurs, le code de commerce (article 715-bis 29 alinéa 2) l’y oblige faute de quoi il est considéré comme complice ; pour être cohérent et conséquent, il aurait fallu qu’il en fasse part et inscrire ses réserves au niveau des procès-verbaux du conseil d’administration. Bien au contraire, l’intéressé a approuvé et signé, ce qui est logique et sain, tous les procès-verbaux y compris le rapport de gestion de l’exercice 2008 et l’arrêté des comptes. Tous les procès-verbaux, dont il a copie comme les autres administrateurs, sont disponibles en tant que preuve de ce qu’on avance pour ceux qui en doutent. Les sanctions disciplinaires qui lui ont été infligées sont exclusivement liées à des manquements divers qui n’ont aucun lien avec les écrits diffamatoires. Certaines ont été confirmées par la justice.

Importation frauduleuse

Quel intérêt a une entreprise de l’Etat de frauder une institution de l’Etat ? Des écrits ont été adressés à ce sujet aux services des douanes qui ont, après moult vérifications, conclu à la légalité, conformité et sincérité des importations effectuées par l’AMC. Le seul et unique cas qu’on a tenté d’utiliser pour jeter l’opprobre sur l’entreprise est celui cité dans notre article. Il porte sur un composant envoyé sans paiement et dont le montant des droits de douane (non redevables dans ce cas) s’élèverait à hauteur de 1000,00 DA. Peut-on sérieusement accuser une entreprise publique d’avoir procédé à une manœuvre frauduleuse pour ne pas payer mille (1000) DA alors qu’elle paye plus de trois cent millions de dinars (300,00 MDA) par an d’impôts et taxes.

Qualité des compteurs

Quoi qu’on puisse dire ou écrire, l’AMC est connue pour la qualité des produits qu’elle fabrique et des services qu’elle assure. C’est cette qualité qui a fait de l’AMC un leader malgré la concurrence multiforme à laquelle elle a fait face. Notre qualité n’est pas un slogan ou une déclaration publicitaire faite par l’entreprise. Elle est basée sur des documents disponibles au sein de l’entreprise. En effet, nos compteurs sont homologués par :
- Le laboratoire de renommée international (NMI)

- L’Office national de la métrologie légale (ONML)
- Le centre de recherche et de développement de l’électricité et du gaz (CREDEG) Par ailleurs, l’AMC a été en janvier 2001 la 11^e entreprise au niveau national dont le système de management de la qualité a été certifié par l’organisme Afaq/Afnor, conforme à la norme ISO. Tous les compteurs sont fabriqués selon un processus strict avec un contrôle de qualité rigoureux. Le taux de retour des compteurs dans le cadre du service après-vente ne dépasse pas 0,02%. L’accusation gratuite et sans fondement affirmant que nos compteurs prennent feu et sont à l’origine des différents incidents signalés par la presse, qui n’a jamais cité l’AMC, n’est basée sur aucune justification. En effet, cela ne peut être le cas puisque la matière plastique du compteur (PC - ABS) est un composite qui ne peut être ni la source d’un feu ni celle de sa propagation. Les certificats en notre possession confirment nos dires. L’AMC, sans détenir le monopole, a livré plus de 8 millions de compteurs aux filiales du groupe Sonelgaz qui procèdent à un contrôle très précis. D’ailleurs, après leur saisine par l’AMC, elles ont toutes affirmé la qualité et la conformité des compteurs et précisé que ces derniers n’ont en aucun cas été à l’origine des incidents qu’elles ont connus. Les écrits sont également disponibles au niveau de l’entreprise.

De ce qui précède, on ne peut mieux constater et affirmer que tous les organismes externes à l’entreprise sont unanimes pour certifier la qualité et la fiabilité de ses produits. De même, toutes les instances qui ont été rendues destinataires des écrits diffamatoires dudit agent ont conclut contre contrôle à l’absence de fondement sur ce dont on tente d’accabler l’entreprise et sur la justesse de sa position.

Aspects financiers

De pseudo-expert technique on se découvre les vertus de celles d’un expert financier alors qu’on a adopté en tant qu’administrateur tous les rapports et bilans financiers. Qu’à cela ne tienne. Ce n’est pas trahir un secret que d’affirmer que l’AMC est une entreprise économiquement performante qui s’est imposée par la qualité de ses produits et la compétitivité de ses prix. Les compteurs représentant 65% à 70% de son chiffre d’affaires aussi, si elle les vendait à perte comme on l’insinue de façon

sournoise, il y a longtemps que l’entreprise aurait déposé son bilan et déclaré faillite. Les comptes de l’entreprise sont publiés chaque année au niveau du BOAL. N’en déplaise à nos détracteurs, l’entreprise réalise chaque année des bénéfices avec une rentabilité se situant à hauteur de 20% du chiffre d’affaires. Depuis 1999 à ce jour, l’AMC a réalisé des bénéfices nets cumulés évalués à cinq (05) milliards de dinars (500 milliards de centimes) d’une part et remboursé sa dette pour reconstituer sa trésorerie qui s’élève aujourd’hui à plus de 5,2 milliards de dinars (520 milliards de centimes), d’autre part. Aussi, est-il crédible de réaliser de telles performances si on vend à perte ses principaux produits ? C’est cette crédibilité et cette performance qui ont fait que l’entreprise a réalisé un partenariat réussi et est approchée par des sociétés de renommée mondiale pour des partenariats industriels.

Conclusion

L’AMC ne porte pas atteinte aux citoyens et à leurs biens comme l’article tente de l’accabler. C’est une entreprise citoyenne qui œuvre pour le bien de toutes les parties intéressées. Elle fabrique des produits de qualité dont certains ont pour vocation de protéger la sécurité des citoyens (disjoncteurs, contacteurs, relais). Elle contribue à l’effort national de création de l’emploi. En 2011, l’AMC a créé 350 emplois permanents. Elle en créera chaque année grâce à la mise en œuvre d’un ambitieux programme de développement industriel soutenu par le Groupe. Elle ne détruit pas les logements, elle contribue à leur édification. En 2010/2011, l’entreprise a soutenu plus de 250 travailleurs qui ont eu accès à des logements. Nous aurions tant souhaité ne pas réagir mais l’image de l’entreprise et à travers elle celle de ses travailleurs et actionnaires nous impose d’apporter les éclairages nécessaires. Alors que les pouvoirs publics s’arrêtent à soutenir et favoriser la production nationale, certains ne trouvent pas mieux que de dénigrer et tenter par le mensonge et la délation de la dévaloriser. A moins qu’ils œuvrent pour de tierces parties et obéissent à des basses motivations. Ils trouveront sur leur chemin notre justice.

Le président-directeur général,
N. Hamouda

MOSTAGANEM

Haro sur les indus chômeurs

La direction de wilaya de l’emploi va mettre en œuvre des mesures coercitives vis-à-vis des fraudeurs. Ainsi, un réquisitoire sévère a été rendu par cette direction à l’égard de jeunes diplômés toujours en cursus universitaire et autres diplômés des centres de formation professionnelle en cours de formation qui se sont orientés vers différents dispositifs de pré-emploi en tenant compte du niveau scolaire ne reflétant pas la réalité. A titre d’exemple, un étudiant poursuivant normalement ses études universitaires sollicite l’aide de l’Etat en demandant la carte bleue de chômage. Il prétend avoir achevé ses études justifiant d’un certificat de scolarité au lycée, puis il déniche un employeur perfide qui lui signe le contrat d’embauche et toutes les fins de mois, il présente à l’Anem un état de présence pour percevoir l’allocation mensuelle, sans pour autant y travailler.

La direction de wilaya a décidé de débusquer les indus bénéficiaires. Trois commissions ont été formées, elles sont composées d’inspecteurs et d’agents relevant de ladite commission avec comme mission de contrôler la conformité des inscriptions sur les états de pré-emploi ainsi que l’affectation précise et la présence des jeunes au sein des «recruteurs».

Outre la radiation, le fraudeur du dispositif de l’emploi sera sommé de rembourser l’argent indûment perçu et es même passible de poursuites judiciaires. Quant à l’employeur indélicat, il risque les mêmes sanctions.

A. B.